

staatsstructuur, Boek III, die in werking treedt op 1 april 1994 voor de verpakkingen van bepaalde dranken; dat deze uitvoeringsmaatregelen betrekking hebben op deze verpakkingen; dat in die omstandigheden dit besluit zonder uitstel moet worden genomen,

Besluit :

Artikel 1. Het kenteken bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1993 betreffende het aanbrengen van kentekens op de verpakkingen die dranken bevatten, op batterijen en op verpakkingen die sommige nijverheidsprodukten bevatten en betreffende de vrijstelling van het vermelden van het bedrag van het statiegeld kan worden vervangen door de vermelding « CONSIGNE-STATIEGELD » of door een vergelijkbare vermelding mits het in acht nemen van de hiernavolgende voorwaarden :

1° dat de vermelding op de verpakkingen of de batterijen die onderworpen zijn aan de milieutaks werd aangebracht voor het in werking treden van deze milieutaks;

2° dat de terugzending van deze verpakkingen of batterijen niet twijfelachtig is.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking per 1 april 1994.

Brussel, 27 april 1994.

Ph. MAYSTADT

en vigueur le 1^{er} avril 1994 pour les récipients de certaines boissons; que ces mesures d'exécution affectent ces récipients; que dans ces conditions le présent arrêté doit être pris sans délai,

Arrête :

Article 1^{er}. Le signe distinctif fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 décembre 1993 relatif au signe distinctif à apposer sur les récipients pour boissons, les piles et les récipients contenant certains produits industriels ainsi qu'à la dispense de mentionner le montant de la consigne peut être remplacé par la mention « CONSIGNE-STATIEGELD » ou par une mention comparable moyennant le respect des conditions ci-après :

1° que la mention ait été apposée sur les récipients ou piles soumis à écotaxe avant l'entrée en vigueur de cette écotaxe;

2° que la restitution de ces récipients ou piles ne soit pas douteuse.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1994.

Bruxelles, le 27 avril 1994.

Ph. MAYSTADT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

F. 94 — 1271

[C — 27248]

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

**10 MARS 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981,
concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiées par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et 1^{er} avril 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté royal du 20 mai 1965 relatif à la composition et au fonctionnement des Cabinets ministériels et au personnel des ministères appelés à faire partie du Cabinet du Président ou d'un Membre de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 31 mars 1992 et notamment l'article 4bis;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées en dernier lieu par la loi du 5 mai 1993;

Considérant qu'à l'instar du Gouvernement fédéral, le Gouvernement wallon peut s'entourer d'experts pour assurer la gestion optimale des matières qui ressortissent à ses compétences, que dans le souci de cette gestion optimale, il convient de procéder sans délai à autoriser la collaboration d'experts;

Considérant que par arrêté royal du 18 novembre 1991, réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, notamment l'article 8, § 3, tous les membres du personnel bénéficient d'une intervention patronale dans leurs frais de parcours lorsqu'ils utilisent les transports en commun;

Que par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1988, celui-ci introduisait dans son arrêté du 30 décembre 1981, concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, une disposition permettant aux membres du personnel des Cabinets issus des services publics de bénéficier de la contrepartie financière des frais de transport en commun, sous certaines conditions;

Que seuls sont exclus de ce bénéfice les membres du personnel des Cabinets qui ne proviennent pas des services publics, quand bien même leurs conditions de travail sont identiques aux membres du personnel issus des services publics;

Que cette situation engendre des inégalités entre ces deux catégories de personnel d'origine différente;

Qu'il convient d'y remédier sans délai dans un souci d'équité;

Considérant que la modification intervenue dans la composition du Gouvernement wallon le 25 janvier 1994 a démontré le caractère impraticable de certaines dispositions de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981, concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, tel que modifié par arrêté du 1^{er} avril 1993;

Que cette application est génératrice d'inégalités sociales;

Qu'il convient d'y remédier sans délai dans un souci d'équité;

Considérant qu'il importe que les activités et décisions du Gouvernement wallon soient connues avec célérité;

Considérant qu'à l'instar du Gouvernement fédéral, du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement flamand, il convient d'adapter sans délai à l'indice-pivot 138,01 les divers montants figurant à l'arrêté du 30 décembre 1981, et ce dans un souci de cohérence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mars 1994;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Un article 2bis rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon :

« Article 2bis. Dans le cadre autorisé, il peut y avoir, par Cabinet, un maximum de douze hommes-mois par an à répartir sur un ou plusieurs experts à temps plein ou non. Leur rémunération est limitée à celle d'un conseiller. Les dispositions des articles 16 et 17 sont applicables aux experts, celles des articles 5 et 10 ne sont pas applicables aux experts. »

Art. 2. A l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981, concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, le montant de « 35 000 F » est remplacé par « 96 089 F ».

Art. 3. A l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon les montants de « 125 000 F, 95 000 F, 85 000 F, 65 000 F, 50 000 F et 35 000 F » sont remplacés respectivement par les montants de « 343 175 F, 260 813 F, 233 359 F, 178 451 F, 137 270 F et 96 089 F ».

Art. 4. A l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, les montants de « 4 000 F, 35 000 F, 7 000 F et 3 000 F » sont remplacés respectivement par les montants de « 10 981 F, 99 970 F, 19 217 F et 8 236 F ».

Art. 5. A l'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, les mots « à l'indice 114,20 » sont remplacés par les mots « à l'indice 138,01 ».

Art. 6. L'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon est complété comme suit :

« § 5. Dans les limites fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, les membres du personnel des Cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contrevaletur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. Cette contrevaletur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. »

Art. 7. A l'article 18, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, est inséré « — au responsable des relations publiques » entre « — au Chef de Cabinet » et « — au Secrétaire de Cabinet ».

Art. 8. L'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981, concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté du 1er avril 1993, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 19. § 1er. Le Gouvernement ou le Ministre peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé une fonction dans un Cabinet, laquelle ne peut être considérée comme une indemnité de préavis ou de dommages et intérêts pour rupture du contrat de louage de travail.

§ 2. Cette allocation forfaitaire de départ correspond à :

- un mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois;
- trois mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois;
- cinq mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 3. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 4. 1° L'allocation forfaitaire de départ est payée par anticipation et par mensualités au plus tard le quinzième jour du mois qui suit.

2° Le montant liquidé mensuellement est diminué de celui encaissé par le bénéficiaire de l'allocation forfaitaire de départ à titre de revenus professionnels ou de revenus de remplacement au sens des dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992. Le bénéficiaire est tenu de communiquer les éléments relatifs à sa situation.

3° La Division du personnel du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne veille à la régularisation du montant liquidé mensuellement et fait procéder d'office à la récupération d'un trop-perçu éventuel par le bénéficiaire de l'allocation forfaitaire de départ.

4° L'ordonnateur primaire ou son délégué qui a établi pour chaque bénéficiaire le montant de l'allocation forfaitaire de départ à liquider est tenu de fournir, sans délai, au service visé au 3°, ci-avant, tous les éléments en sa possession concernant tant le montant calculé de l'allocation forfaitaire de départ que les nom et adresse des bénéficiaires.

§ 5. En dérogation au § 1er, le Gouvernement ou le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement subventionné ou d'une ou plusieurs

pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient de revenus de remplacement. Dans ces cas, l'allocation forfaitaire de départ est fixée conformément au § 2 et diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de revenus de remplacement.

§ 6. Le supplément d'allocation visé au second alinéa de l'article 11 et les allocations et indemnités prévues aux articles 12 et 15, ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ.

§ 7. Pour la période correspondant à celle pour laquelle une allocation forfaitaire de départ est accordée, les bénéficiaires de celle-ci restent assujettis aux prestations de sécurité sociale à concurrence de un franc. »

Art. 9. Un article 19 bis rédigé comme suit est inséré entre l'article 19 et la section 8 dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981, concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon :

« Article 19 bis. Au terme de la législature ou lors d'une modification de la composition du Gouvernement wallon, les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés à la Division du Personnel du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne, laquelle est chargée d'assurer la gestion administrative, pécuniaire et sociale de ces membres du personnel. »

Art. 10. L'article 20 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 12. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1271

[C — 27248]

10. MÄRZ 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 18. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, in seiner durch die Erlasse vom 27. Januar 1982, vom 6. Februar 1986, vom 11. Mai 1988 und vom 1. April 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Januar 1994 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 1965 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette und über die Personalmitglieder der Ministerien, denen eine Dienststelle im Kabinett des Vorsitzenden oder eines Mitglieds der Exekutive einer Gemeinschaft oder Region zugeteilt wird, in seiner letzten durch den Königlichen Erlaß vom 31. März 1992 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 bis;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner letzten durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regierung nach dem Beispiel der Föderalen Regierung Sachverständige zu Rate ziehen kann, um die bestmögliche Verwaltung seiner Zuständigkeit gehörenden Angelegenheiten zu gewährleisten; in Anbetracht der Zweckmäßigkeit, im Hinblick auf diese bestmögliche Verwaltung umgehend die Zusammenarbeit unter Sachverständigen zu erlauben;

In der Erwägung, daß durch den Königlichen Erlaß vom 18. November 1991 zur Regelung der Beteiligung des Staates und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses an den Fahrtkosten der Personalmitglieder, insbesondere des Artikels 8 § 3, alle Personalmitglieder in den Genuß einer durch den Arbeitgeber gezahlten Fahrtkostenbeteiligung gelangen, wenn sie öffentliche Verkehrsmittel benutzen;

In Anbetracht dessen, daß die Regionalexekutive, durch ihren Erlaß vom 11. Mai 1988, eine Bestimmung in ihren Erlaß vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, eingefügt hat, durch die die aus öffentlichen Dienststellen kommenden Personalmitglieder der Kabinette die Möglichkeit erhalten, unter bestimmten Bedingungen in den Genuß eines finanziellen Ausgleichs für die Benutzung eines öffentlichen Verkehrsmittels zu kommen;

In der Erwägung, daß nur die Personalmitglieder der Kabinette, die nicht aus öffentlichen Dienststellen kommen, diesen Vorteil nicht genießen, obwohl ihre Arbeitsbedingungen die gleichen sind wie diejenigen der Personalmitglieder aus den öffentlichen Dienststellen;

In Anbetracht dessen, daß dieser Zustand Ungleichheiten zwischen diesen beiden Kategorien von Personal verschiedener Herkunft schafft;

In Erwägung der Notwendigkeit, dieser Sachlage aus Gründen der Gerechtigkeit entgegenzuwirken;

In der Erwägung, daß die Änderung der Zusammensetzung der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 1994 erwiesen hat, daß gewisse Bestimmungen von Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, in seiner durch Erlaß vom 1. April 1993 abgeänderten Fassung, undurchführbar sind;

In der Erwägung, daß diese Anwendung eine soziale Ungleichheit schafft;

In Erwägung der Notwendigkeit, dieser Sachlage aus Gründen der Gerechtigkeit entgegenzuwirken;

In Anbetracht dessen, daß es wichtig ist, daß die Aktivitäten und Beschlüsse der Wallonischen Regierung umgehend bekannt werden;

In Erwägung der Zweckmäßigkeit, nach dem Beispiel der Föderalen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Regierung, die verschiedenen im Erlaß vom 30. Dezember 1981 angeführten Beträge aus Gründen der Übereinstimmung der Grundindexzahl 138,01 anzupassen;

Aufgrund des am 4. März 1994 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der dadurch begründeten Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Ein Artikel 2bis mit folgendem Wortlaut wird in den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, eingefügt:

« Artikel 2bis. Im genehmigten Stellenplan ist die Zahl der Mann/Monat pro Kabinett auf zwölf pro Jahr begrenzt, die auf einen bzw. mehrere vollzeit- oder teilzeitbeschäftigte Sachverständige zu verteilen sind. Ihre Entlohnung wird auf die Entlohnung eines Beraters begrenzt. Die Bestimmungen der Artikel 16 und 17 finden Anwendung auf Sachverständige. Die Bestimmungen der Artikel 5 und 10 finden keine Anwendung auf Sachverständige. »

Art. 2. In Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, wird der Betrag von « 35 000 F » durch « 96 089 F » ersetzt.

Art. 3. In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, werden die Beträge von « 125 000 F, 95 000 F, 85 000 F, 65 000 F, 50 000 F und 35 000 F » jeweils durch die Beträge « 343 175 F, 260 813 F, 233 359 F, 178 451 F, 137 270 F und 96 089 F » ersetzt.

Art. 4. In Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, werden die Beträge von « 4 000 F, 35 000 F, 7 000 F und 3 000 F » jeweils durch die Beträge von « 10 981 F, 99 970 F, 19 217 F und 8 236 F » ersetzt.

Art. 5. In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, werden die Wörter « Index 114,20 » durch die Wörter « Index 138,01 » ersetzt.

Art. 6. Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, wird wie folgt ergänzt:

« § 5. Im Rahmen der durch die Verfügungen des Königlichen Erlasses vom 18. November 1991 zur Regelung der Beteiligung des Staates und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses an den Fahrtkosten der Personalmitglieder festgelegten Grenzen, sind die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette berechtigt, ausnahmsweise einen der Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten in öffentlichen Verkehrsmitteln zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsplatz entsprechenden finanziellen Ausgleich erhalten. In diesem Fall ist eine von dem betroffenen Minister ausgestellten besonderen Genehmigung erforderlich, in der die Gründe für die Abweichung erwähnt werden. Dieser finanzielle Ausgleich wird auf ein Jahr beschränkt und muß von Monat zu Monat verlängert werden. »

Art. 7. In Artikel 18 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, wird zwischen « — dem Kabinettschef » und « — dem Kabinettssekretär » der Wortlaut « — dem Verantwortlichen für die Öffentlichkeitsarbeit » eingefügt.

Art. 8. Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, in seiner durch den Erlaß vom 1. April 1993 abgeänderten Fassung, wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« Artikel 19 § 1. Die Regierung oder der Minister ist befugt, den Personen, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben, gemäß der nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung zu gewähren. Diese Zuwendung ist nicht als eine Ausgleichszahlung im Falle einer Kündigung oder eines Bruchs des Arbeitsvertrags zu betrachten.

§ 2. Diese pauschale Abgangszuwendung entspricht:

— einem Monat Kabinettszuwendung als Gehalt für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten;

— zwei Monaten Kabinettszuwendung als Gehalt für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als sechs Monaten bis zwölf Monaten;

— drei Monaten Kabinettszuwendung als Gehalt für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwölf Monaten bis achtzehn Monaten;

— vier Monaten Kabinettszuwendung als Gehalt für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als achtzehn Monaten bis vierundzwanzig Monaten;

— fünf Monaten Kabinettszuwendung als Gehalt für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig Monaten.

§ 3. Für die Feststellung der ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett abgeleistet worden ist, als dem Kabinett, dem das Personalmitglied angehört, soweit die Leistungen zwischen dem Ende und dem Anfang des Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts nicht unterbrochen worden sind.

§ 4. 1^o Die pauschale Abgangszuwendung wird spätestens am 15. Tag des folgenden Monats im voraus und durch Monatsraten gezahlt.

2^o Dem monatlich ausgezahlten Betrag wird der Betrag, der vom Empfänger der pauschalen Abgangszuwendung als berufliche Einkünfte oder Ersatzeinkünfte im Sinne der Bestimmungen des « Code des impôts sur les revenus 1992 » (Einkommen- und Steuergesetzbuch 1992) vereinnahmt wird, abgezogen. Der Empfänger ist verpflichtet, die Informationen bezüglich seiner Situation mitzuteilen.

3^o Die Abteilung des Personals des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region sorgt für die Regularisierung des monatlich ausgezahlten Betrags und läßt von Rechts wegen die Beitreibung einer etwaigen vom Empfänger der pauschalen Abgangszuwendung zuviel erhaltenen Betrags vornehmen.

4^o Der erste anweisungsbefugte Beamte oder dessen Beauftragter, der für jeden Empfänger den Betrag der auszahlenden pauschalen Abgangszuwendung festgelegt hat, ist verpflichtet, unverzüglich dem unter 3^o erwähnten Dienst alle Elemente, über die er verfügt, betreffend sowohl den berechneten Betrag der pauschalen Abgangszuwendung als auch den Namen und die Anschrift der Empfänger zu übermitteln.

§ 5. In Abweichung von § 1 ist die Regierung oder der Minister befugt, eine pauschale Abgangszuwendung den Personen zu gewähren, die Ämter in einem Kabinett ausgeübt haben und entweder ausschließlich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilzeitämter in einem öffentlichen Dienst oder in einer subventionierten Einrichtung oder Inhaber einer bzw. mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Renten zu Lasten des Staates sind, oder die Ersatzeinkünfte beziehen. In diesen Fällen wird die pauschale Abgangszuwendung gemäß § 2 festgelegt und je nachdem um den Gesamtbetrag, der dem Interessent für die betreffende Periode entweder als Vergütung von unvollständigen Ämtern oder als Ersatzeinkünfte zu zahlen ist, verringert.

§ 6. Die im zweiten Absatz von Artikel 11 erwähnte Zuwendungszulage und die in Artikel 12 und 15 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen, sowie die Einnahmen, die laut der Verfügungen des « Code des impôts sur les revenus 1992 » für die Bestimmung der Zahl Unterhaltsberechtigter nicht berücksichtigt werden, werden für die Festlegung der pauschalen Abgangszuwendung nicht in Betracht gezogen.

§ 7. Für die Zeitspanne, die der Periode, für die die pauschale Abgangszuwendung gewährt wird, entspricht, bleiben die Empfänger der Abgangszuwendung sozialversicherungspflichtig bis zur Höhe von 1 BEF. »

Art. 9. Ein Artikel 19bis mit folgendem Wortlaut wird zwischen Artikel 19 und Abschnitt 8 in den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, eingefügt:

« Artikel 19bis. Nach Ablauf der Legislaturperiode oder bei einer Abänderung der Zusammensetzung der Wallonischen Regierung werden die individuellen Akten der Personalmitglieder, die die Kabinette verlassen, an die Abteilung des Personals des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region weitergeleitet. Sie ist mit der administrativen, finanziellen und sozialen Verwaltung dieser Personalmitglieder beauftragt. »

Art. 10. Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette der Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, wird aufgehoben.

Art. 11. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Art. 12. Die Minister werden jeder in seinem Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1271

[C — 27248]

10 MAART 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988 en 1 april 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 tot regeling van haar werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 1965 betreffende de samenstelling en de werking van de ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken, voor het laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 maart 1992, inzonderheid op artikel 4bis;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, voor het laatst gewijzigd bij wet van 5 mei 1993, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de Waalse Regering, net als de federale Regering, experten in dienst kan nemen om te zorgen voor een optimaal beheer van de aangelegenheden die tot haar bevoegdheden behoren, en dat het aangewezen is met het oog hierop de medewerking van die experten onverwijld toe te laten;

Overwegende dat alle personeelsleden, bij koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden, inzonderheid artikel 8, § 3, recht hebben op een werkgeversbijdrage in hun vervoerkosten wanneer ze gebruik maken van het openbaar vervoer;

Dat de Waalse Gewestexecutieve bij haar besluit van 11 mei 1988 een bepaling heeft ingevoegd in haar besluit van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, waarbij de personeelsleden van de kabinetten, afkomstig van openbare diensten, onder bepaalde voorwaarden recht hebben op de financiële tegenwaarde van de kosten voor openbaar vervoer;

Dat alleen de personeelsleden van de kabinetten die niet afkomstig zijn van openbare diensten, van dat voordeel zijn uitgesloten, zelfs indien hun arbeidsomstandigheden dezelfde zijn als die van de personeelsleden afkomstig van openbare diensten;

Dat deze toestand ongelijkheden veroorzaakt tussen beide categorieën personeel;

Dat hij billijkheidshalve onverwijld moet worden verholpen;

Overwegende dat de op 25 januari 1994 gewijzigde samenstelling van de Regering heeft gewezen op de onuitvoerbaarheid van sommige bepalingen van artikel 19 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, zoals gewijzigd bij besluit van 1 april 1993;

Dat de toepassing ervan aanleiding geeft tot maatschappelijke ongelijkheden;

Dat die toestand billijkheidshalve onverwijld moet worden verholpen;

Overwegende dat het van belang is dat de werkzaamheden en beslissingen van de Waalse Regering zo spoedig mogelijk worden medegedeeld;

Overwegende dat de verschillende bedragen die in het besluit van 30 december 1981 zijn vermeld, ter wille van de cohesie onverwijld aan het spilindexcijfer 138,01 moeten worden aangepast, naar het voorbeeld van de federale Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 1994;

Gelet op de aldus met redenen omklede dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel 2 bis, luidend als volgt, wordt in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, ingevoegd :

« Artikel 2 bis. Binnen het toegestane kader mogen per kabinet maximum twaalf maanden per jaar verdeeld worden over één of verschillende al dan niet voltijdse experts.

Hun bezoldiging is beperkt tot die van een adviseur.

De bepalingen van de artikelen 16 en 17 zijn van toepassing op de experts, die van de artikelen 5 en 10 niet. »

Art. 2. In artikel 9 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, wordt het bedrag « 35 000 F » vervangen door het bedrag « 96 089 F ».

Art. 3. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, worden de bedragen « 125 000 F, 95 000 F, 85 000 F, 65 000 F, 50 000 F en 35 000 F » respectievelijk vervangen door de bedragen « 343 175 F, 260 813 F, 233 359 F, 178 451 F, 137 270 F en 96 089 F ».

Art. 4. In artikel 12 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, worden de bedragen « 4 000 F, 35 000 F, 7 000 F en 3 000 F » respectievelijk vervangen door de bedragen « 10 981 F, 99 970 F, 19 217 F en 8 238 F ».

Art. 5. In artikel 15 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, worden de woorden « aan het indexcijfer 114,20 » vervangen door de woorden « aan het indexcijfer 138,01 ».

Art. 6. Artikel 16 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Binnen de perken bedoeld in de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerkosten van de personeelsleden, kunnen de personeelsleden van de ministeriële kabinetten, in afwijking daarvan, aanspraak maken op een financiële tegenwaarde gelijk aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats. In dat geval moeten zij in het bezit zijn van een bijzondere machtiging van de bevoegde minister, waarin de redenen van de afwijking vermeld staan. De financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd. »

Art. 7. In artikel 18, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, worden tussen de woorden « — de kabinetschef » en « — de kabinetssecretaris » de woorden « — de verantwoordelijke voor public relations » ingevoegd.

Art. 8. Artikel 19 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij besluit van 1 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 19, § 1. De Regering of de minister kan een forfaitaire ontslagtoelage toekennen aan de personen die onder de hierna vermelde voorwaarden functies in een kabinet hebben waargenomen. Deze toelage mag niet worden beschouwd als opzeggings- of schadevergoeding wegens verbreking van de arbeidsovereenkomst.

§ 2. Deze toelage belooft :

- één maand kabinetstoelage als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden kabinetstoelage als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden kabinetstoelage als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden kabinetstoelage als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- vijf maanden kabinetstoelage als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. Komen in aanmerking voor de bepaling van de ononderbroken activiteitsperiode de prestaties verricht in een ander ministerieel kabinet dan dat waaronder het personeelslid ressorteert, voor zover geen activiteitsonderbreking plaatsvond tussen het begin en het einde van de functies in een ministerieel kabinet.

§ 4. 1° De forfaitaire ontslagtoelage wordt in maandelijkse schijven vooruit uitbetaald uiterlijk op de vijftiende dag van de volgende maand.

2° Het maandelijks uitbetaalde bedrag wordt verminderd met het bedrag dat de rechthebbende op de forfaitaire ontslagtoelage heeft ontvangen als beroeps- of vervangingsinkomen in de zin van de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De gerechtigde wordt ertoe gehouden de gegevens i.v.m. zijn toestand mede te delen.

3° De afdeling personeel van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest staat in voor de regularisatie van het maandelijks uitbetaalde bedrag en laat ambtshalve overgaan tot de terugkoning van een bedrag dat eventueel te veel is betaald aan de rechthebbende op de forfaitaire ontslagtoelage.

4° De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde die voor elke gerechtigde het bedrag van de uit te betalen forfaitaire ontslagtoelage heeft vastgesteld, dient de onder 3° bedoelde dienst onverwijld op de hoogte te brengen van alle gegevens die hij bezit m.b.t. zowel het berekende bedrag van de forfaitaire ontslagtoelage als de naam en het adres van de gerechtigde.

§ 5. In afwijking van § 1 kan de Regering of de minister een forfaitaire ontslagtoelage toekennen aan de personen die functies in een kabinet hebben waargenomen en uitsluitend titularis zijn ofwel van één of meer onvolledige functies in een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinrichting ofwel van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, ofwel vervangingsinkomens genieten. In deze gevallen wordt de ontslagtoelage vastgesteld overeenkomstig § 2, verminderd naar gelang van het geval met de totale som die aan de betrokkene voor de overeenstemmende periode, hetzij als bezoldiging van de onvoldoende functies, hetzij als pensioen of vervangingsinkomen is verschuldigd.

§ 6. De in het tweede lid van artikel 11 bedoelde bijkomende toelage en de in de artikelen 12 en 15 bedoelde toelagen en vergoedingen, alsmede de inkomsten waarmee volgens de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 geen rekening wordt gehouden voor de vaststelling van het aantal personen ten laste, komen niet in aanmerking voor de vaststelling van de forfaitaire ontslagtoelage.

§ 7. Voor de periode die overeenstemt met die waarvoor een forfaitaire ontslagtoelage wordt toegekend, blijven de gerechtigden onderworpen aan de prestaties van sociale zekerheid ten beloe van één frank. »

Art. 9. Een artikel 19bis, luidend als volgt, wordt tussen artikel 19 en afdeling 8 in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, ingevoegd :

« Artikel 19bis. De persoonlijke dossiers van de personeelsleden die uit de kabinetten komen, worden aan het einde van de legislatuur of bij een wijziging van de samenstelling van de Waalse Regering doorgezonden naar de afdeling personeel van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest die belast is met het administratief, geldelijk en sociaal beheer van die personeelsleden. »

Art. 10. Artikel 20 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 12. De ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 10 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

F. 94 — 1272

[C — 27249]

17 MARS 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à contracter, sous la garantie de la Région wallonne, un emprunt d'un montant de 1600 millions de francs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 77ter, 77quater et 77quinquies, insérés par le décret du 28 juin 1983;

Vu le décret du 16 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 mai 1991 portant exécution des articles 77ter et 77quater du Code du Logement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1er avril 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 8 février 1994 fixant la partie des emprunts émis en 1994 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie que cette société doit affecter par priorité à la lutte contre les logements insalubres;

Considérant que le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie s'est engagé à respecter cette quotité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 4 mars 1994;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, de la Santé et du Logement, ainsi que du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. La Région wallonne autorise le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à contracter, sous sa garantie de bonne fin, un emprunt d'un montant de 1 600 millions de francs.

Art. 2. L'emprunt peut être émis par tranches.